



KPMG AUDIT RHONE ALPES AUVERGNE
51 rue de Saint Cyr
69338 Lyon Cedex 9
France

ACCORE
65, Avenue de Russie
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
France

NSE Industries SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014
NSE Industries SA
Les Seignes - 03250 NIZEROLLES
Ce rapport contient 31 pages
Référence : AE-OJ-GD



KPMG AUDIT RHONE ALPES AUVERGNE

51 rue de Saint Cyr
69338 Lyon Cedex 9
France



ACCORE

65, Avenue de Russie
03700 BELLERIVE SUR ALLIER
France

NSE Industries SA

Siège social : Les Seignes - 03250 NIZEROLLES

Capital social : €5 064 482,40

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société NSE Industries SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

2.1 Activation de frais de développement

La note 2-1-4 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 2-1-4 fournit une information appropriée.

2.2 Dépréciation des stocks

La note 2-1-7 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relative à la dépréciation des stocks. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Clermont-Ferrand, le 28 avril 2015

KPMG Audit Rhône Alpes Auvergne



Agnès Estramon
Associée

Bellerive-sur-Allier, le 28 avril 2015

ACCORE



Olivier Joannet
Gérant

BILAN*(en milliers d'euros)*

ACTIF	Note	31/12/14	31/12/13
Ecarts d'acquisition	1	3 575	4 168
Immobilisations incorporelles	2	4 763	4 401
Immobilisations corporelles	2	11 724	11 770
Immobilisations financières	3	558	363
Titres mis en équivalence			
ACTIF IMMOBILISE		20 620	20 702
Avances et acomptes versés		244	364
Stocks et encours	4	15 222	13 519
Clients et comptes rattachés	5	15 907	16 727
Impôts différés actifs	6	564	427
Autres créances et comptes de régularisation	7	2 994	3 437
Valeurs mobilières de placement		988	851
Disponibilités		1 940	2 304
ACTIF CIRCULANT		37 859	37 629
TOTAL DEL'ACTIF		58 479	58 331

PASSIF	Note	31/12/14	31/12/13
Capital social	8	5 064	5 064
Primes d'émission		8 837	8 837
Réserves consolidées		7 430	6 753
Résultat consolidé		69	875
Autres		-	-
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		21 400	21 529
INTERETS DES MINORITAIRES		2 111	2 070
AUTRES FONDS PROPRES			
Avances conditionnées		25	75
PROVISIONS	9	1 930	1 546
Emprunts et dettes financières	10	15 869	14 895
Avances et acomptes reçus	11	1 480	2 450
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	8 941	8 138
Impôts différés passifs			6
Autres dettes et comptes de régularisation	13	6 723	7 622
DETTES		33 013	33 111
TOTAL DU PASSIF		58 479	58 331

COMPTE DE RESULTAT*(en milliers d'euros)*

	Note	31/12/14	31/12/13
Chiffre d'affaires	14	61 057	63 689
Production stockée	-	456	741
Production immobilisée	-	1 589	1 739
Autres produits d'exploitation	15	992	780
Achats et variations de stocks	-	32 578	34 041
Impôts et taxes	-	1 404	1 442
Charges de personnel	-	24 799	25 293
Autres charges d'exploitation	-	66	129
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16	3 444	3 908
RESULTAT D'EXPLOITATION		891	2 136
Charges et produits financiers	17	658	696
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		233	1 440
Charges et produits exceptionnels	18	18	462
Impôts sur les résultats	19	575	54
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		790	1 956
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	566	563
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		224	1 393
Intérêts minoritaires	-	155	518
RESULTAT NET PART DU GROUPE		69	875
Résultat par action (en euros)		0,02	0,27
Résultat dilué par action (en euros)		0,02	0,27

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Capitaux propres du groupe NSE INDUSTRIES	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Autres	Total
31/12/2012	5 064	8 837	6 494	756	-	21 151
Affectation du résultat N-1			756	-	756	-
Augmentation de capital			-			-
Distribution de dividendes			-	279		-
Titres d'autocontrôle						-
Variations de périmètre						-
Ecarts de conversion			-	277		-
Autres variations				59		59
Résultat de la période N				875		875
31/12/2013	5 064	8 837	6 753	875	-	21 529
Affectation du résultat N-1			875	-	875	-
Augmentation de capital			-			-
Distribution de dividendes			-	279		-
Titres d'autocontrôle	-	-	-			-
Variations de périmètre	-	-	3			3
Ecarts de conversion			66			66
Autres variations			12			12
Résultat de la période N				69		69
31/12/2014	5 064	8 837	7 212	69	-	21 400

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE(€)

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net des sociétés intégrées	223 876	1 393 146
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions (1)	3 824 023	3 625 980
- Variation des impôts différés	-144 081	-509 984
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	-1 634	-506 163
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 902 184	4 002 979
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-1 482 544	970 285
Liaison Bilan		1
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 419 640	4 973 265
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	-3 208 719	-5 484 483
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	69 281	1 702 088
Incidence des variations de périmètres (3)	33 433	-1 545 156
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 106 005	-5 327 551
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-278 604	-278 543
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-175 756	-404 651
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	3 698 790	2 467 832
Remboursements d'emprunts	-2 424 743	-3 372 568
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	819 687	-1 587 930
Incidence des variations de cours des devises	102 597	-69 874
Variations de trésorerie (A)	235 919	-2 012 090
Trésorerie d'ouverture (B)	383 844	2 395 935
Trésorerie de clôture (C)	619 763	383 845
Ecart (A - (C - B)		

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. NATURE DE L'ACTIVITE, FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1.1. Nature de l'activité

- A ce jour, les sites de NSE INDUSTRIES sont
- Emerainville (77) détachement du siège social où sont regroupées les activités de direction et administratives ainsi qu'une activité de fabrication d'équipements électroniques et de géolocalisation.
- Un établissement basé à Soyons (07) dont l'activité est la conception de produits propres, dans les domaines des éclairages aéronautiques et enregistreurs de paramètres.
- Un établissement basé à Cuers (83), spécialisé dans les systèmes embarqués (activité d'intégration).
- Un établissement basé à Maillane (13), un établissement basé à Taverny (95) et un établissement basé à Brive (19), dont l'activité est le support service sur des équipements aéronautiques.
- Une filiale NSE basée à Nizerolles détenue à 95.5 % par NSE Industries divisée en deux business units : BU Services (activités de réparation grand public) et BU Intégrations (activités d'intégration de structures câblées complexes).
- Une filiale NSE Hungaria basée en Hongrie et détenue à 100% par NSE Industries dont l'activité est le support service.
- Une filiale NSE Aero North America basée au Canada détenue à 100% par NSE Industries (activité de holding).
- Une filiale NSE Automatech basée au Canada détenue à 71.16% par la filiale NSE Aero North America dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes.
- Une filiale NSE Brasil basée au Brésil détenue à 99,83 % par NSE Industries dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes.
- Une filiale NSE Equipements basée à Nizerolles détenue à 99% par NSE Industries dont l'activité est la location de bâtiments.
- Une filiale NSE Aero Câblage (NSE BM) basée au Maroc détenue à 100% par NSE Industries ; cette entreprise a été mise en sommeil.
- Une filiale NSE AERO MAROC détenue à 100 % par NSE Industries dont l'activité est l'intégration de structures câblées complexes.
- Une filiale NSE Téléservices basée au Maroc détenue à 60% par NSE dont l'activité est le support service.
- Une filiale HICAL NSE basée en Inde détenue à 26 % par NSE INDUSTRIES créée en 2013 avec un début d'activité sur le début d'année 2014.

1.2. Faits caractéristiques

- NSE INDUSTRIES : Dépenses fortes en charges en 2014 liée à la finalisation de la mise en place de l'ERP qui a mobilisé des ressources importantes donc des coûts. Cela a également généré certains retard dans l'exécution des programmes de l'activité Intégration ce qui a impacté le résultat d'exploitation de NSE INDUSTRIES.
- Baisse de commandes étatiques en maintenance d'équipements aéronautiques.
- Décalage de programmes sur le premier semestre 2015 pour un volume de près de 2 M €.
- NSE AUTOMATECH : Activité perturbée sur quatre mois au début de l'année 2014 dans notre filiale au Canada suite au déménagement dans ses nouveaux locaux avec un impact de chiffre d'affaires de 2,5 M € (chiffre d'affaires converti en euros).
- Soutien important aux filiales avec des dépenses en apports financiers, frais d'avocat, déplacements, formation et supports techniques notamment en INDE, MAROC et BRESIL.

1.3. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2014, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social	SIREN	Forme Juridique
NSE Industries	Société mère	100,00%	100,00%	France	LES SEIGNES 03 250 NIZEROLLES	394 020 903	SA
NSE	Intégration globale	95,50%	95,50%	France	LES SEIGNES 03 250 NIZEROLLES	440 521 698	SAS
SCI NSE Equipements	Intégration globale	99,50%	99,50%	France	LES SEIGNES 03 250 NIZEROLLES	390 388 627	SCI
NSE AERO NORTH AMERICA	Intégration globale	100,00%	100,00%	CANADA	3544 Ashby, H4R 2C1 St Laurent Québec		inc
NSE AUTOMATECH	Intégration globale	71,16%	71,16%	CANADA	520 Rutherford, Granby, Québec, Canada, J2G 0B2		inc
NSE HUNGARIA	Intégration globale	100,00%	100,00%	HONGRIE	Raktar utca 2, 8000 Szekesfehervar	Cg 07-09- 012 629	Kft
NSE BM	Intégration globale	100,00%	100,00%	MAROC	Douar Lakloucha - Route d' El Jadida - Lissasfa Casablanca	36290599	SARL
NSE BRASIL	Intégration globale	99,83%	99,83%	BRESIL	540 Edouard Six Avenue JACAREI	35.225.112.921	LTDA
NSE TELESERVICES	Intégration globale	57,30%	57,30%	MAROC	AVENUE DE France et rue MELOUIYA / RABAT		SARL
NSE AERO MAROC	Intégration globale	100,00%	100,00%	MAROC	Zone franche d'exportation de NOUACEUR - CASABLANCA		SARL

Participations non consolidées

- CLUSTER AERO SUPPORT à hauteur de 10% de son capital social n'entre pas dans le périmètre de consolidation. Valeur des titres 2.5 K €.
- HICAL-NSE (26%) : Filiale en Inde, très peu d'activité en 2014. Participation chez NSE Industries, titres (12 K €).

Il n'y a pas eu sur l'exercice, de transactions significatives avec des parties liées non consolidées.

2. PRINCIPES, METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le code de commerce, en conformité avec le Règlement CRC n°99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

L'ensemble des méthodes préférentielles, lorsqu'elles sont applicables, est utilisé par le groupe.

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction, certaines estimations et hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers et les notes annexes. Les réalisations peuvent s'avérer différentes de ces estimations par la suite.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

2.2. Comparabilité des comptes

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sont identiques à celles du dernier exercice clos le 31 décembre 2013.

Méthodes et règles d'évaluation

2.1.1 Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles NSE INDUSTRIES SA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels arrêtés au 31 décembre, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

2.1.2 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La méthode utilisée est celle du cours de clôture pour les comptes d'actifs et de passif et du cours moyen de l'année pour les comptes de produits et charges.

La liste des sociétés hors zone euro est la suivante :

- NSE BM au Maroc ;

- NSE TELESERVICES au Maroc ;
- NSE AERO MAROC au Maroc ;
- NSE HUNGARIA en Hongrie ;
- NSE AERO NORTH AMERICA au Canada ;
- NSE AUTOMATECH au Canada ;
- NSE BRASIL au Brésil.

2.1.3 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent :

- aux fonds commerciaux enregistrés dans les comptes individuels qui, en l'absence de possibilité d'évaluer séparément les éléments constitutifs, sont assimilés à des écarts d'acquisition ;
- à l'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part des capitaux propres correspondants. Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur. L'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Les écarts d'acquisition sont amortis en linéaire sur une durée de 10 ans qui reflète selon la Direction la durée de consommation des avantages économiques futurs.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, le Groupe procède à des tests d'évaluation de ses écarts d'acquisition. Ces tests sont réalisés au moins une fois par an lors de la clôture des comptes et lors de la survenance d'indicateurs internes ou externes remettant en cause leur valeur nette comptable. Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur. En cas de comptabilisation d'un amortissement exceptionnel, la nouvelle valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est amortie sur sa durée de vie résiduelle.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

▪ *Frais de développement*

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle de l'activation de ses frais de développement (hors frais de recherche). Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont désormais incorporables au coût de production :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'échec ou de perspectives commerciales insuffisantes, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la valeur nette comptable et l'immobilisation incorporelle est sortie du bilan.

▪ *Logiciels*

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 3 ans.

2.1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, c'est à dire au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Le groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française en inscrivant à l'actif de son bilan les biens exploités au travers des contrats de crédit-bail et assimilés. Ces contrats de location sont qualifiés de location-financement et font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés lorsqu'ils ont pour effet de transférer au groupe NSE INDUSTRIES la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

La valeur vénale du bien à la date de la signature du contrat est comptabilisée en immobilisations corporelles et un amortissement est constaté sur la durée de vie du bien. La dette correspondante est inscrite au passif avec enregistrement des intérêts financiers y afférents et le loyer de la redevance de crédit-bail est annulé au compte de résultat. Les subventions d'investissements sont amorties au même rythme que le bien financé.

A la différence des contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers dans le poste « autres achats et charges externes ».

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

2.1.6 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux éléments suivants :

- Titres de participation détenus sur les sociétés :
 - HICAL NSE (Filiale en Inde),
 - Cluster Aero Support ;
- Prêt à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction ;
- Dépôts de garantie.

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres de participation est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise.

2.1.7 Stocks

- Stocks
- Les stocks sont évalués suivant la méthode CMUP. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

- Travaux en cours
- Ils sont évalués au prix de revient complet selon la méthode dite « à l'avancement ».
- Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.
- Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

2.1.8 Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et une dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

2.1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2.1.10 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée.

L'impôt différé est calculé en tenant compte du taux de l'impôt qui sera en vigueur sur 2015. Un impôt différé actif est constaté dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont probables.

Les déficits fiscaux de NSE Brasil activés au 31 décembre 2013 ont été maintenus pour le même montant, soit 169 K €. En l'état des prévisions, le délai de récupération effective dépasserait l'horizon de 5 ans.

Les déficits fiscaux de NSE ANA, soit 271 K € sont considérés comme recouvrables mais ne sont imputables par fraction qu'à compter de 2024.

2.1.11 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le cout des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits vendus. La garantie contractuelle est généralement d'un an

2.1.12 Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les

programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, selon des dispositions proches de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003. Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

NSE Industries externalise une part significative du financement de cet engagement auprès d'une compagnie d'assurance au travers du versement de primes figurant dans les charges de l'exercice. Le taux de rendement de ces actifs est pour la période de 3,5 %.

Pour NSE INDUSTRIES

La différence entre le montant de l'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière et le montant dont le financement est externalisé auprès de la compagnie d'assurance est provisionnée dans les comptes du groupe.

Les droits acquis sont déterminés à partir de la convention collective de la métallurgie, de l'effectif en place au 31/12/14, de sa rémunération et de son ancienneté dans l'entreprise.

Les principales hypothèses de calcul sont basées sur :

- un départ à l'initiative du salarié ;
- turnover de 10 % ;
- taux de charges sociales de 45% ;
- table de vie INSEE 2010-2012 ;
- Un accroissement de la masse salariale de 3 % ;
- Au 31 décembre 2014, la duration du régime IFC est de 10 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate (Non Financial) AA 7-10 de la zone euro. Ce taux s'élève à 0,96 % au 31 décembre 2014

Le montant des versements effectués est de 110 127 €.

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
Montant des droits acquis	484 751	563 698	608 632	544 005	638 923
Versement effectués	203 288	253 462	262 333	271 515	110 126
Montant de la provision	281 463	310 236	346 299	272 490	528 797

Pour NSE

Les IFC sont traités en « social »

Les droits acquis sont déterminés à partir de la convention collective de la métallurgie, de l'effectif en place au 31/12/14, de sa rémunération et de son ancienneté dans l'entreprise.

Les principales hypothèses de calcul sont basées sur :

- un départ à l'initiative du salarié ;
- turnover de 0 à 2% ;
- taux de charges sociales 37 % à 45% ;
- table de vie INSEE 2010-2012 ;
- Un accroissement de la masse salariale de 2 % ;
- Au 31 décembre 2014, la duration du régime IFC est de 16 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate (Non Financial) de la zone euro AA 7-10 fonction de duration du régime. Ce taux s'élève à 1.47% au 31 décembre 2014.

	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014
Montant des droits acquis	1 200 167	1 219 802	1 274 696	1 345 329
versement effectués	560 587	560 407	536 780	497 913
montant de la provision	639 580	659 395	737 916	847 416

2.1.13 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits, et des prestations de services.

Le chiffre d'affaires relatif aux biens est reconnu au moment du transfert des risques et avantages aux clients, correspondant généralement à la livraison des produits.

Les prestations de services correspondent essentiellement à des activités de réparation des produits vendus et autres. Le chiffre d'affaires est généré une fois les réparations réalisées.

2.1.14 Crédit Impôt compétitivité emploi.

Le montant de CICE au titre de l'exercice comptabilisé dans les comptes consolidés, est de 649 178 €.

2.1.15 Participation des salariés

Conformément aux dispositions du règlement 99-02, la participation des salariés est comptabilisée dans le poste « charges de personnel » du compte de résultat.

2.1.16 Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

2.1.17 Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires. Est donc intégrée au calcul du résultat par action l'incidence de l'émission future éventuelle d'actions y compris celles résultant de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

L'incidence à la baisse due à l'existence d'instruments pouvant donner accès au capital est déterminée en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ordinaires, et en excluant les instruments relatifs.

3 NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ont évolué comme suit sur la période :

Société	Société liée	Valeur brute	Amortissement			Valeur nette
			Début exercice	Dotation	Fin exercice	
NSE INDUSTRIES	NSE + NSE EQUIPEMENTS	8 558 734	8 558 734		8 558 734	0
NSE INDUSTRIES	NSE (fonds de commerce NSE Services)	338 398	338 398		338 398	0
NSE AERO NORTH AMERICA	NSE AUTOMATECH (Achat 50 %)	1 589 277	582 720	158 928	741 648	847 629
NSE AERO NORTH AMERICA	NSE AUTOMATECH (rachat 21,16% en 2013)	500 686	46 886	77 867	124 753	375 933
NSE INDUSTRIES	NSE INDUSTRIES (ancien périmètre)	3 217 909	804 467	321 791	1 126 258	2 091 651
NSE INDUSTRIES	Fonds de commerce SODITECH	350 000	55 417	35 000	90 417	259 583
TOTAL		14 555 004	10 386 622	593 586	10 980 208	3 574 796

L'écart d'acquisition négatif pour rachat des 50 % des titres NSE BM du 7 novembre 2013 qui s'élevait à 27 394 € a été repris sur cet exercice.

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles et corporelles (hors crédit-bail) s'analyse comme suit :

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Réévaluations	Cession	Virement	Apports Fusions Scissions	Variation périmètre	Variation Tx de change	Autres mouvements	Clôture
Frais d'établissement	3 012							79		3 091
Frais de recherche et développement	7 477 943	1 351 722		736 493						8 093 172
Concessions, brevets et droits similaires	2 161 111	88 887						18 820		2 268 818
Fonds commercial										
Autres immobilisations incorporelles	1 050 000									1 050 000
Avances, acomptes sur immo. incorporelles										
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 692 066	1 440 609		736 493				18 899		11 415 081
Terrains	341 031							1 739		342 770
Constructions	4 024 986	114 658		8 401	655 547			85 478		4 872 268
Installations techniques, matériel, outillage	9 074 695	699 647		39 095	(582 583)			302 962		9 455 626
Autres immobilisations corporelles	4 650 255	330 663		99 119	51 109			18 751		4 951 659
Immobilisations en cours	1 568 442	363 311			(720 305)			1 718		1 213 166
Avances et acomptes										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 659 409	1 508 279		146 615	(596 232)			410 648		20 835 489
Titres de participations	43 439	990					(30 000)			14 429
Actifs nets en cours de cession										
Participations par mises en équivalence										
Autres titres immobilisés										
Prêts	236 781	26 375		7 050	7 142					263 248
Autres immobilisations financières	82 808	232 466		40 900	5 524			502		280 400
Créances rattachées à des participations										
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	363 028	259 831		47 950	12 666		(30 000)	502		558 077
TOTAL GENERAL	30 714 503	3 208 719		931 058	(583 566)		(30 000)	430 049		32 808 647

L'évolution des amortissements (Hors crédit-bail) s'analyse quant à elle comme suit :

Rubriques	Ouverture	Reprises	Réévaluations	Dotations	Virement	Apports	Variation périmètre	Variation Tx de change	Autres mouvements	Clôture
Frais d'établissement	1 426			92				39		1 557
Frais de recherche et développement	4 330 602	736 493		997 168				25		4 591 302
Concessions, brevets et droits similaires	1 958 696			86 283				14 578		2 059 557
Fonds commercial										
Autres immobilisations incorporelles										
Avances, acomptes sur immo. incorporelles										
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 290 724	736 493		1 083 543				14 642		6 652 416
Terrains										
Constructions	1 284 134	3 175		227 337				1 924		1 510 220
Installations techniques, matériel, outillage	6 829 569	29 488		757 082				218 379		7 775 542
Autres immobilisations corporelles	3 641 033	145 364		365 279	38 593			12 806		3 912 347
Immobilisations en cours										
Avances et acomptes										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 754 736	178 027		1 349 698	38 593			233 109		13 198 109
Amortissements Dérogatoires		24 262		24 262						
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES		24 262		24 262						
Primes de remboursements des obligations										
PRIMES DE RBRT DES OBLIGATIONS										
TOTAL GENERAL	18 045 460	938 782		2 457 503	38 593			247 751		19 850 525

Le détail des immobilisations financées par crédit-bail est le suivant :

Valeur brute :

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Variation Tx de change	Clôture
Terrains	491 460					491 460
Constructions	7 661 728					7 661 728
Installations techniques, matériel, outillage	604 171			647 340		1 251 511
Autres immobilisations corporelles	56 581			(51 109)		5 472
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 813 940			596 231		9 410 171

Amortissements :

Rubriques	Ouverture	Reprises	Dotations	Virement	Variation Tx de change	Clôture
Constructions	4 732 362		327 256			5 059 618
Installations techniques, matériel, outillage	174 511		85 263			259 774
Autres immobilisations corporelles	41 850		782	(38 593)		4 039
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 948 723		413 301	(38 593)		5 323 431

Les frais de développement s'analysent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2014
Enregistreurs	1 166	562	4	-	1 724
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Equipements	5 776	705	544	-	5 936
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Systèmes de Visualisation pour	536	85	188	-	433
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Balises	-	-	-	-	-
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	7 478	1 352	736	-	8 093
<i>dont projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>dont projets en cours</i>	-	-	-	-	-

L'amortissement correspondant s'analyse comme suit :

<i>Amortissements</i>	31/12/2013	Dotations	Diminutions	Reclassements	31/12/2014
Enregistreurs	336	266	4	-	598
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Equipements	3 699	610	544	-	3 764
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Systèmes de Visualisation pour	296	122	188	-	229
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
Balises	-	-	-	-	-
<i>Projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	4 331	997	736	-	4 591
<i>dont projets terminés</i>	-	-	-	-	-
<i>dont projets en cours</i>	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2014, les frais de développement nets figurant à l'actif du bilan s'analysent comme suit :

<i>Valeurs nettes</i>	31/12/2013	31/12/2014
Enregistreurs	831	1 126
<i>Projets terminés</i>	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-
Equipements	2 077	2 172
<i>Projets terminés</i>	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-
Systèmes de Visualisation pour	240	203
<i>Projets terminés</i>	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-
Balises	-	-
<i>Projets terminés</i>	-	-
<i>Projets en cours</i>	-	-
TOTAL	3 147	3 502
<i>dont projets terminés</i>	-	-
<i>dont projets en cours</i>	-	-

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31 décembre 2013	Augmentations	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2014
Titres de participations non consolidés	43 439	990 -	30 000		14 429
Prêts logement	236 781	33 517 -	7 050		263 248
Dépôts et cautionnements	74 745	232 623 -	40 900	502	266 970
Contrat de liquidité	8 063	5 368			13 431
TOTAL	363 028	272 498 -	77 950	502	558 078

NOTE 4 : STOCKS ET EN COURS

Les stocks et en cours se décomposent comme suit :

<i>Stocks</i>	31-déc-14	31-déc-13
Matières premières, approvisionnements	3 855	3 344
En cours de production	8 212	7 587
Produits intermédiaires	784	791
Marchandises	5 906	5 529
Valeur brute	18 757	17 251
Dépréciation des stocks Matières	-814	-1 061
Dépréciation des stocks produits intermédiaires	-66	-66
Dépréciation des stocks de marchandises	-2 655	-2 606
Dépréciation des encours		
Valeur nette	15 222	13 518

NOTE 5 : CREANCES CLIENTS

<i>Clients</i>	31-déc-14	31-déc-13
Clients	14 516	14 740
Clients - Effets et virements à recevoir	1	29
Clients douteux	674	557
Clients - Factures à établir	1 258	1 906
Valeur brute	16 449	17 232
Dépréciation des créances clients	-542	-505
Valeur nette	15 907	16 727

NOTE 6 : IMPOTS DIFFERES

Le montant des impôts différés actifs regroupent ceux calculés sur les déficits reportables (455 K €), les engagements de retraite (459 K €), sur décalages temporaires (390 K €).

Le montant des impôts différés passifs (739 K €) est essentiellement constitué de l'impact des retraitements des crédits baux.

Les impôts différés sont représentés au bilan en position nette par entité fiscale.

NOTE 7 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

L'ensemble des autres créances a une échéance à moins d'un an. La ventilation se présente comme suit :

<i>Autres créances</i>	31-déc-14	31-déc-13
TVA	758	1 311
Etat - Impôts sur les bénéfices	1 101	1 105
Personnel et organismes sociaux	75	51
Autres produits à recevoir	752	628
Charges constatées d'avance	268	265
Divers	41	78
Total	2 995	3 438

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL

Au 31 Décembre 2014, le capital social s'élève à 5 064 482 euros. Il est composé de 3 267 408 actions de 1,55 euros de valeur nominale dont 232 875 actions d'autocontrôle.

Les 232 875 actions d'autocontrôle sont portées en diminution des capitaux propres consolidés de la société pour un montant de 2 413 K€.

NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions se décomposent comme suit :

	31 décembre 2013	Dotations	Reprises	Variation périmètre	Autres	31 décembre 2014
Indemnités de fin de carrière	1 010	425	59	-	-	1 376
Provision pour litiges	160	48	113	-	-	95
Autres provisions pour risques et charges	349	147	37	-	-	459
TOTAL	1 519	620	209	-	-	1 930
<i>dont exploitation</i>		<i>511</i>	<i>162</i>			
<i>dont financier</i>		<i>107</i>				
<i>dont exceptionnel</i>		<i>2</i>	<i>47</i>			

Les provisions sur litige reprises ont été partiellement utilisées.

- ***Provisions pour litiges***

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

Il n'existe pas d'autre litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

- ***Autres provisions pour risques :***

- ***Risque garantie clients : 86 KE***
- ***Pertes à terminaisons sur affaires en cours : 64 KE***
- ***Prime de non conversion sur obligations convertibles : 338 KE***

NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières du groupe ont évolué comme suit :

	31-déc-13	Augmentation	Diminution	Variation de Change	31-déc-14
Obligations convertibles	1 999	-			1 999
Emprunts bancaires	4 279	3 684	- 1 072	113	7 004
Réserves de participation	440	7	- 130		317
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	1 924		- 487	-	1 437
Emprunt lié à NSE P	3 428		- 686		2 742
Emprunts et dettes diverses	53	8		1	62
TOTAL	12 123	3 699	-2 375	114	13 561

L'échéancier de remboursement au 31 décembre 2014 des emprunts et dettes financières s'établit comme suit :

	31-déc-14	Echéancier de remboursement		
		Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Obligations convertibles	1 999		1 999	
Emprunts bancaires	7 004	1 044	5 741	219
Réserves de participation	317		317	
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	1 437	437	1 000	
Emprunt lié à NSE P	2 742	686	2 056	
Emprunts et dettes diverses	62	62		
TOTAL	13 561	2 229	11 113	219

NOTE 11 : AVANCES CLIENTS RECUS (K €)

Avances et acomptes reçus

<i>Clients</i>	31-déc-14	31-déc-13
Clients : Avances et acomptes reçus	1 480	2 450

NOTE 12 : DETTES FOURNISSEURS

La ventilation des dettes fournisseurs se présente comme suit :

<i>Fournisseurs</i>	31-déc-14	31-déc-13
Fournisseurs	7 497	6 507
Effets à payer	18	72
Fournisseurs - factures non parvenues	1 426	1 559
Total	8 941	8 138

Les dettes fournisseurs ont une échéance à moins d'un an.

NOTE 13 : AUTRES DETTES ET COMPTE DE REGULARISATION

Les autres dettes ont une échéance à moins d'un an et se décomposent comme suit :

<i>Autres dettes</i>	31-déc-14	31-déc-13
Dettes envers le personnel	1 606	1 470
Organismes sociaux	1 626	2 003
TVA	1 300	1 569
Etat - Charges à payer	823	837
Autres charges à payer	886	1 240
Dettes sur immobilisations	28	22
Comptes de régularisation	455	481
TOTAL	6 724	7 622

NOTE 14 : CHIFFRES D'AFFAIRES

<i>Chiffre d'affaires</i>	2014			2013		
	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>	<i>France</i>	<i>Export</i>	<i>Total</i>
Vente de marchandises	1 552	473	2 025	1 350	640	1 990
Production vendue de biens	19 505	19 780	39 285	23 034	18 364	41 398
Prestations de services	15 539	4 208	19 747	15 658	4 643	20 301
TOTAL	36 596	24 461	61 057	40 042	23 647	63 689

Chiffre d'affaires par Business Unit

Business Unit	2014	2013
Conception et systèmes	6 824	6 033
Intégration - Equipements	35 025	38 139
Services	19 208	19 517
TOTAL	61 057	63 689

NOTE 15 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2014	2013
Subventions d'exploitation	5	5
Reprises de dépréciations et provisions d'exploitation	404	429
Transfert de charges d'exploitation	559	308
Divers	24	38
Total	992	780

NOTE 16 : DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATION

	31 décembre 2013	Dotations	Reprises Autres produits	31 décembre 2014
Dépréciations	4 237	97 -	252	4 082
Provisions pour risques et charges	1 519	620 -	209	1 930
Sous-Total	5 756	717 -	461	6 012
<i>dont exploitation</i>		608 -	414	
<i>dont financier</i>		107		
<i>dont exceptionnel</i>		2 -	47	

NOTE 17 : RESULTAT FINANCIER

	2014	2013
Produits financiers		
- Produits de cession de VMP	18	30
- Gains de change / gain écart de conv.	550	241
- Reprises dépréciations financières		81
- Divers		4
<i>Sous-total</i>	568	356
Charges financières		
- Charges d'intérêts	617	527
- Pertes de change / pertes écart de conv.	502	396
- perte sur cessions financières		22
- Dotations dépréciation financières	107	106
<i>Sous-total</i>	1 226	1 051
TOTAL	- 658 -	695

NOTE 18 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2014
Produits exceptionnels	
Cession d'actifs	21
pénalités	
Subventions	64
Divers	10
Provisions / Reprises	47
Total	142

	2014
Charges exceptionnels	
Cession d'actifs	20
pénalités	135
Subventions	
Honoraires sur litiges	
Divers	2
Provisions / Reprises	2
Total	159
Résultat exceptionnel	- 17

NOTE 19 : IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt comptabilisée sur la période se décompose comme suit :

		TOTAL
<i>Impôts courants</i>	Charges d'impôts calculées	8
	Crédits d'impôts	- 439
<i>Impôts différés</i>	Sur déficits reportables	- 29
	Sur décalages temporaires	- 115
TOTAL		- 575

dont impôts courants - 431

dont impôts différés - 144

La preuve d'impôt se présente comme suit :

	31/12/2014
Résultat net avant Impôt de l'ensemble consolidé	- 352
Amortissement des écarts d'acquisition	566
Décalages permanents	- 657
Résultat net des entreprises intégrées avant impôt	- 443
Taux d'impôts Groupe	
Taux d'impôt théorique	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 148

Décalages d'imposition :

- Crédits d'impôts	-	445
- IS sur Distributions		9
- Ecart de taux sociétés étrangères	-	61
- Défis fiscaux non activés		61
- Autres		9

Charge d'impôt effective	-	575
--------------------------	---	-----

Un groupe fiscal est constitué entre NSE INDUSTRIES et NSE, cette intégration fiscale a générée une économie d'impôt de 258 980 € sur cet exercice.

4 AUTRES INFORMATIONS

NOTE 20 : ENGAGEMENTS HORS BILAN➤ **Engagements reçus**

NSE INDUSTRIES / NSE AERO NORTH AMERICA : Une garantie émise le 09/07/2010 au profit de la Banque Nationale du Canada pour un montant de 1 500 000 \$ CAD relatif à un prêt à terme de ce même montant consenti à NSE AERO NORTH AMERICA dans le but de souscrire 50 % des actions de NSE AUTOMATECH a une valeur actuelle de 692 307.66 \$ CAD.

Cette garantie valable initialement pour une durée de 7 ans cessera le 12 Septembre 2017.

➤ **Tableau de synthèse des engagements donnés**

K€

Engagements donnés	31/12/2014	31/12/2013
<i>Engagements financiers</i>		
Cautions de contre-garantie sur marchés	216	286
<i>Dettes garanties par des sûretés réelles</i>	193	372
TOTAL	409	658

➤ **Cautions sur marchés**

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export pour 216 milliers d'euros.

➤ **Hypothèque et nantissement**

La société a hypothéqué le bâtiment d'Emerainville acquis en 2007 en garantie du prêt bancaire de 500 K € souscrit à cet effet.

➤ **Autres engagements financiers**

NSE INDUSTRIES a bénéficié d'un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune au titre des aides obtenues d'Oséo Innovation d'une durée de 9 ans qui prévoit en cas de réalisation d'un chiffre d'affaires relatif à ce projet, le versement à Oséo Innovation de 2% du chiffre d'affaires ainsi réalisé jusqu'à concurrence du remboursement de l'intégralité de l'abandon de créance soit 198 K €.

▪ **Droit individuel à la formation**

Au 31 décembre 2014, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et non utilisés au titre du D.I.F par les salariés du groupe s'élève à 51 205 heures.

A la connaissance du groupe, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs ou qui pourraient le devenir dans le futur.

NOTE 21 : EFFECTIF MOYEN

L'effectif du groupe au 31/12/2014 se décompose comme suit :

SOCIETE	TOTAL	CADRES	ETAM		APPRENTIS
			DIRECT	INDIRECT	
NSE	330	50	224	50	6
NSE INDUSTRIES	162	61	65	33	3
NSE BRASIL	29	2	21	6	
NSE AERO MAROC	26	3	22	1	
NSE HUNGARIA	6		4	2	
NSE AUTOMATECH	110	6	64	35	5
TOTAUX	663	122	400	127	14